

Le terrible coût économique et social de l'explosion du nombre de familles monoparentales

Un rapport de l'Insee rappelle la détresse sociale que vivent certaines familles monoparentales. Pauvreté plus importante, accès à l'emploi et au logement restreint... Ces difficultés représentent un coût financier important pour la collectivité, mais aussi un défi majeur pour la société.

Avec Jacques Bichot
Avec Vincent Touzé
Avec Bertrand Vergely
Avec Laurent Mucchielli
Avec Gérard Neyrand

Le rapport de l'Insee sur les familles monoparentales chiffre à 1.5 million le nombre de ces familles. 2.8 millions d'enfants seraient concernés. Alors que 40% de ces familles vivent sous le seuil de pauvreté, on relève aussi que dans 20% des cas, elles habitent des logements en déficits de places. Ces familles, qui représentent un cinquième des familles françaises, vivent souvent dans des conditions précaires, aggravées par un difficile accès à l'emploi, et souvent un moins bon accès au logement.

Atlantico : Les familles monoparentales ont été étudiées en 2011 par l'Insee, qui a publié les résultats mardi 3 mars ([voir ici](#)) : il y a en France 1.5 million de familles dites monoparentales, soit un cinquième des familles. Que verse l'Etat providence à destination des familles monoparentales ?

Vincent Touzé : En juin 2013, 276.530 personnes ont bénéficié du RSA avec majoration pour parents isolés. Cette majoration est perçue pour une durée limitée. **Sur 2,228 millions de bénéficiaires du RSA, il y a 699.000 femmes seules avec enfants contre 51.000 hommes seuls avec enfants. Les hommes sont plus de 12 fois moins nombreux. Les parents isolés représentent donc près d'un tiers des bénéficiaires du RSA.**

La Caisse d'allocations familiales (CAF) verse, en plus des allocations familiales, une allocation de soutien familial (ASF) au parent qui élève seul son enfant. Il faut noter qu'une personne qui a recueilli un enfant, qu'elle vive seule ou en couple, peut également en bénéficier. Cette allocation est de 90,40 € par mois pour un enfant privé de l'aide de l'un de ses parents en raison d'un décès, divorce ou un abandon.

Une aide à la garde d'enfants pour parents isolés (Agepi) est également versée aux parents isolés qui reprennent un emploi ou et qui suivent une formation. Cette aide est aussi versée lors de l'embauche dans le cadre d'un emploi d'avenir. L'aide peut représenter entre 170€ et 520€ par enfant.

Souvent les municipalités offrent aussi des places en crèches à des mères isolées afin qu'elles puissent exercer un emploi.

Les parents isolés soumis à l'impôt sur le revenu bénéficient d'une demi-part supplémentaire pour le premier enfant. Une telle possibilité peut encourager les couples, parents de deux enfants et non-mariés, à se déclarer comme deux parents isolés. Il faut espérer que l'administration fiscale est particulièrement vigilante à de telles comportements.

Des enfants élevés par leurs parents est toujours la solution la plus économique pour une société. En effet, recourir à des institutions ou des parents de substitution sont souvent des solutions qui peuvent s'avérer très coûteuses sans pour autant garantir de meilleurs résultats.

Lire également : [Familles monoparentales : le lourd coût social et économique que l'on ne veut pas voir](#)

Quels sont les coûts indirects qui découlent de ces situations de fragilité, par exemple en matière de logement social, de demande de prise en charge en crèche... ?

Jacques Bichot : Les parents isolés peuvent parfois compter sur une aide à caractère amical ou familial, que ce soit leurs propres parents, ou d'autres membres de leurs familles. Mais cela suffit rarement. L'absence de conjoint oblige à recourir davantage aux services extérieurs (crèches, assistantes maternelles, etc.) d'autant plus que l'activité professionnelle à temps plein est généralement nécessaire pour équilibrer le budget, en dépit des pensions alimentaires (souvent mal ou pas payées) et des aides publiques. Il faut penser au fait que la cohabitation de deux adultes engendre des économies d'échelle : pour vivre aussi bien qu'un adulte seul, deux adultes ont besoin seulement de 50 % à 70 % d'argent en plus, pas

de 100 %.

La demande de logement social corrobore ce fait statistique : il faut deux logements au lieu d'un à partir du moment où le couple se sépare. Et en cas de garde alternée des enfants, les deux logements doivent être aussi grands. Chaque enfant doit avoir (idéalement) sa chambre chez papa et sa chambre chez maman. Et comme, en général les dits enfants préféreraient avoir une seule chambre, dans un logement où papa et maman vivraient en bonne intelligence, c'est un terrible gaspillage : il faut plus de mètres carrés, de chauffage, etc., pour moins de bonheur au total.

Echec scolaire, fragilisation de leur position sur le marché du travail... : à quelles difficultés sont précisément confrontés les enfants de familles monoparentales ? Quelles en sont les conséquences à long terme pour les enfants ainsi que pour la société ?

Jacques Bichot : Il ne faut pas penser que vivre avec un seul parent est toujours moins bon pour l'enfant que d'être avec ses deux parents : il y a des cas où ceux-ci se disputent sans arrêt, au détriment de l'équilibre de l'enfant ; il y a aussi, pire, des couples parentaux dont un membre exerce une certaine maltraitance sur enfant ou sur conjoint. Il y a des séparations qui viennent de là et qui constituent un moindre mal : elles ont pour but de protéger l'enfant (ou les enfants) qui est le souffre-douleur, voire le jouet sexuel, d'un père abusif ou d'une mère abusive. Ce n'est pas le cas le plus fréquent, mais ce n'est hélas pas rare.

Il y a donc des familles monoparentales où les problèmes des enfants sont la conséquence de ce qui se passait mal auparavant, quand les parents vivaient ensemble. Mais le cas le plus fréquent est celui d'enfants qui souffrent de ne plus avoir leurs deux parents. Pour se construire l'enfant a besoin d'un référent masculin et d'un référent féminin. Privé de l'un des deux, il est un peu un manchot affectif. Certains arrivent à s'en sortir très bien, mais il y a un pourcentage de problèmes plus fort que dans les familles avec deux parents s'entendant bien. Cela peut se traduire par des difficultés scolaires, ou caractérielles, qui sont handicapantes pour ensuite travailler et entretenir avec autrui des relations décontractées. C'est surtout malheureux humainement, mais c'est aussi un gâchis économique. Une année scolaire gâchée par un divorce ou une séparation difficile, c'est 8 000 à 10 000 euros d'argent des contribuables qui sont fichus en l'air s'il faut redoubler, et parfois un niveau de formation nettement inférieur à ce qu'il aurait pu être. La mort de l'amour conjugal a incontestablement des retombées économiques négatives, un peu comme la faillite d'une entreprise qui laisse des travailleurs sur le carreau.

Toujours selon la dernière étude de l'Insee, les femmes seules représentent 85% des familles monoparentales. Le taux de pauvreté chez les enfants vivant dans des familles monoparentales était de 26,1% au début des années 2000, contre 6,4 % dans les autres familles. Aux Etats-unis de nombreuses études soulignent le lien entre l'absence de père, un environnement défavorisé et la délinquance. Qu'en est-il en France ? Quels sont les risques en matière de délinquance ?

Jacques Bichot : La séparation de leurs parents est un traumatisme pour beaucoup d'enfants. Certains en sont marqués d'une manière qui se traduit par de l'agressivité, donc de la violence, une propension à se conduire mal. Prenons le cas extrême, celui où l'enfant a subi des violences dans sa famille (qui n'est pas forcément devenue monoparentale, d'ailleurs) : des statistiques vont dans le même sens que celles de Merton, à savoir plus de cas de délinquance, d'échec scolaire, de problèmes relationnels (ce qui rend plus difficile l'activité professionnelle au sein d'une équipe), etc. Un dicton dit que quand les parents boivent, les enfants trinquent. Quand ils se comportent d'une manière qui les amène à se séparer, ou à rester ensemble en se haïssant, c'est pareil, les enfants trinquent. Ils sont d'abord victimes, puis ensuite certains deviendront « bourreaux », c'est-à-dire auront une propension à faire du mal aux gens avec lesquels ils sont en contact. Et la pauvreté, bien plus fréquente dans les familles monoparentales malgré toutes les aides sociales, n'arrange pas les choses : il faut prendre une double revanche, contre le malheur qu'est le désamour des parents, et contre la pauvreté ; cela fait perdre confiance en soi, ou rend méchant, dans une proportion de cas qui n'est pas négligeable.

Mais ne terminons pas sur une note trop pessimiste : il y a beaucoup d'enfant qui, grâce à l'amour d'un parent isolé qui les élève de son mieux, sortent grandis de l'épreuve. Les difficultés, quand elles sont surmontées, nous aident à grandir. C'est quelque chose que même les économistes constatent : Taleb a nommé cela « antifragilité ». L'être humain est ainsi fait que, dans bien des cas, « à quelque chose malheur est bon », comme dit le proverbe.

Le sociologue américain Robert Merton repère plusieurs grands facteurs de la délinquance chez les jeunes, parmi lesquels l'absence des valeurs, l'absence de la figure du père au sein de la famille, la pauvreté et l'exclusion sociale qui en résulte, l'échec scolaire et l'absence de perspectives dans le futur. Les enfants de familles monoparentales, qui sont victimes en premier lieu de la pauvreté, seraient-ils plus susceptibles de plonger dans la délinquance ?

Gérard Neyrand : L'approche de Robert Merton est une approche fonctionnaliste, qui était très en vogue dans la sociologie américaine il y a quelques décennies, mais qui n'a, je pense, qu'une portée limitée. En effet, il est difficile de postuler qu'existent des relations de causalité entre des variables simples pour expliquer les situations sociales tant les phénomènes sociaux sont complexes. Bien sûr, il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade, et on peut sans difficulté faire l'hypothèse que les personnes qui cumulent les difficultés ont plus de risque de chercher des réponses illicites pour sortir de leurs multiples difficultés. **Donc, si on est pauvre, chômeur, qu'on a connu l'échec scolaire, et qu'on se retrouve exclu du fonctionnement "normal" du système social, on est bien placé pour réagir de façon plus ou moins désespérée, incluant pour certains la violence sociale et la délinquance...** Quelle est la place des

caractéristiques familiales dans tout ça ? Il faut se garder de répondre d'une façon générale. Etre élevé en situation monoparentale, ne pas avoir de contact avec un parent, le plus souvent le père, ne correspondra pas forcément à une difficulté si l'autre parent s'occupe beaucoup de son enfant. Mais si en plus la famille cumule les difficultés sociales, alors là il y a de bonnes chances que cela ne soit pas facile pour l'enfant ou le jeune. Il y a donc une pluralité de raisons qui expliquent ces difficultés. On ne peut donc dire que la situation monoparentale favorise l'entrée dans la délinquance, mais dans certaines situations elle peut participer avec d'autres caractéristiques à une difficulté éducative, qui peut avoir des conséquences diverses pour l'enfant. Notre travail sur la monoparentalité précaire "Monoparentalité précaire et femme sujet" (qui vient de ressortir en édition de poche chez érès) le montre bien. La précarité est loin d'être seulement économique.

Bertrand Vergely : Une mère seule, un père seul, cela veut dire un échec sentimental, une rupture, de la solitude, donc un drame. **Donc de la souffrance et un drame pour l'enfant qui le sent et qui va se sentir coupable et responsable.** Ma mère, mon père sont seuls ? C'est que nous sommes tous coupables. C'est que je suis coupable. Donc, il faut qu'on répare. Donc, il faut que je répare. Et nous allons réparer. Et je vais réparer. En assumant le couple qui n'a pas eu lieu et qui aurait dû avoir lieu ou en partant ailleurs.

Symboliquement le père incarne l'autorité et la loi. **Plus de père ? Cela veut dire quelque chose qui n'aura pas été nommé dans l'ordre de l'autorité et de la loi et qui va, de ce fait, chercher à se nommer d'une façon ou d'une autre.** Beaucoup de jeunes livrés à eux-mêmes, sans père, bravent l'autorité et la loi pour que celle-ci se dévoile et se révèle dans leur existence. La haine de la police cache souvent un désir de père. Le père qu' l'on n'a jamais eu entraîne la haine-amour du père. Cela donne le paradoxe du paumé pathétique qui crie : "Tout ce que je fais, je le fais parce que je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui m'aime assez pour me flanquer la paire de baffes que je mérite et que je n'ai jamais eue".

Lire également : [Record à la baisse du nombre de mariages : un coût pour la société aussi grave que celui de la crise économique](#)

Laurent Mucchielli : Premièrement, d'un point de vue purement statistique, lorsque l'on réalise une étude on peut trouver tout un tas de variables qui peuvent être des trompe-l'œil sur le plan de l'analyse. Pour utiliser des termes spécifiques, il existe une différence entre ce que l'on appelle une corrélation statistique et une explication concrète. Je m'explique : imaginons que lors d'une étude sur les personnes atteintes de cancer on se rende compte que la majorité d'entre eux sont locataires plutôt que propriétaires. Cette information collectée, on pourrait être tenté de dire que le fait d'être propriétaire diminue les chances de développer cette maladie, ce qui se révèle être bien sûr une aberration sur le plan de l'explication. La propension à attraper le cancer ne saurait évidemment se mesurer sur de tels critères.

La relation entre famille monoparentales et criminalité relève donc d'un effet de loupe. Il est vrai effectivement de remarquer que, lorsqu'on observe les populations qui ont affaire à la justice, on trouve davantage de personnes issues de ces milieux familiaux. Cela s'explique cependant de manière bien plus efficace lorsqu'on se rend compte qu'il y a moins de familles monoparentales dans les milieux favorisés que dans les milieux populaires. C'est ici l'origine sociale davantage que l'origine familiale qui se trouve être déterminante dans le développement de la délinquance et de la criminalité.

Lire également : [Y a-t-il un lien entre délinquance et familles monoparentales ?](#)

Comment explique-t-on l'augmentation constante du nombre de familles monoparentales ? Est-ce que les enfants issus de ce modèle reproduisent des situations identiques ?

Gérard Neyrand : Elle est tout simplement liée à l'augmentation constante des séparations conjugales, que le taux de divorce explicite bien, de 10% en 1970. Il est aujourd'hui passé à 50%, et le nombre de situations monoparentales a plus que triplé. Quant à savoir si les enfants élevés dans ces situations ont tendance à les reproduire, ce serait très exagéré de le dire. Certes, ils ont peut-être tendance à reproduire un peu plus souvent que les autres ce phénomène, mais beaucoup forment des couples stables, et l'augmentation des séparations et des foyers monoparentaux est la conséquence d'une véritable mutation des fonctionnements familiaux, que l'on ne peut réduire à des raisons individuelles. Il y a eu une véritable révolution culturelle des mœurs, qui est fondamentale et s'explique par la conjonction de multiples facteurs de niveaux différents, économiques, politiques, scientifiques, médicaux, philosophiques et culturels.

Bertrand Vergely : **La société repose sur trois choses : le mariage, la propriété et le contrat, le mariage permettant aux êtres humains de se lier aux autres êtres humains pour reproduire l'humanité, la propriété permettant de se lier aux choses et le contrat de se lier aux êtres humains et aux choses pour créer des richesses. Plus de mariage ? Un jour ou l'autre, la société va s'en ressentir, la question de sa survie se posant. On ne touche pas à un des piliers de la société comme ça ! Il faut se marier avec la vie pour vivre. Quand le mariage est malade, c'est le mariage avec la vie qui est malade**

Aux Etats-Unis, une étude révèle que les femmes célibataires aux faibles revenus ont 5 fois plus de chance d'avoir des enfants précocement que les femmes aux revenus plus élevés, l'utilisation de moyens de contraception étant moins élevée dans le premier groupe. Constate-t-on un phénomène similaire en France, qui renforcerait les liens entre pauvreté et monoparentalité, ou au contraire la France se distingue dans ce cas de figure ?

Gérard Neyrand : En France comme ailleurs la monoparentalité est plus fréquente dans les milieux précarisés, et cela n'a rien d'étonnant. La contraception est moins bien maîtrisée, les relations sont plus fragiles, l'âge de la conception est plus précoce, le modèle familial est plus traditionnel, l'insertion professionnelle est plus problématique... Tout un ensemble de facteurs qui concourent à rendre compte de cette tendance.